



COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 9e SEANCE

Président : M. FLEMMING (Sainte-Lucie)

SOMMAIRE

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non couverts par d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

Question des îles Vierges américaines

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non couverts par d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite)

Débat général (suite)

Droit de réponse

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.4/46/SR.9
8 novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non couverts par d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

Question des îles Vierges américaines

1. Le PRESIDENT rappelle qu'à la 2e séance de la Commission, il a fait savoir aux membres qu'il avait reçu une lettre de M. Carlyle Corbin, représentant du Gouverneur des îles Vierges américaines (A/C.4/46/7/Add. 1), lui demandant de l'autoriser à faire une déclaration et propose de faire droit à cette demande.
2. Il en est ainsi décidé.
3. M. CORBIN (Représentant du Gouverneur des îles Vierges américaines) dit que son gouvernement se félicite des réalisations de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, mais ne pense pas que ce processus ait pris fin avec l'accession de la Namibie à l'indépendance. Il faut au contraire l'activer pour tenir compte de la situation concrète des territoires restants. Les territoires non autonomes qui subsistent sont de petites îles situées dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique, mais leurs dimensions modestes ne doivent en aucune façon limiter l'applicabilité à ces territoires des principes de l'autodétermination énoncés dans la Charte et les résolutions et déclarations pertinentes de l'Assemblée générale.
4. Le Gouvernement des îles Vierges américaines estime que "la guerre froide" étant achevée, il est désormais possible de rendre plus efficace l'activité de l'ONU dans son ensemble. En ce qui concerne la décolonisation, la nouvelle conjoncture politique offre pour la première fois à la communauté internationale la possibilité d'analyser les relations administratives qui se sont établies entre ces territoires et les puissances administrantes et d'évaluer dans quelle mesure elles répondent aux dispositions de la Charte des Nations Unies, et notamment son Article 73. Cette analyse, débarrassée des considérations de la "guerre froide", pourrait devenir l'une des étapes fondamentales de l'élaboration des principes directeurs de l'accession à une pleine autonomie de ces territoires avant l'an 2000 grâce à une véritable autodétermination.
5. Le Comité spécial a déjà mis en oeuvre un certain nombre de réformes importantes et a adopté un projet de résolution d'ensemble qui rassemble les projets distincts concernant une dizaine de territoires insulaires, mais qui préserve l'intégrité du mandat de la Commission en ceci qu'il prend en considération les particularités de chaque territoire. Le Gouvernement des îles Vierges américaines s'est prononcé l'année précédente contre le premier projet de résolution d'ensemble parce que l'on n'y disait rien de la situation particulière de chaque territoire, mais il appuie sans réserve le projet de

(M. Corbin)

résolution de la session en cours publié sous la cote A/46/23 (Partie VI), qui a été élaboré grâce à l'esprit de compromis et à la souplesse manifestés par les Etats Membres.

6. En ce qui concerne la section du projet de résolution d'ensemble consacrée aux îles Vierges américaines, l'intervenant note que l'on y mentionne un projet de loi du territoire visant à reporter en 1993 la tenue d'un référendum sur le statut politique et que la Commission du statut des îles Vierges y est priée d'envisager d'allonger la période de résidence obligatoire donnant le droit de participer au référendum, qui est actuellement de 90 jours et constitue en fait l'une des conditions à remplir pour l'inscription sur les listes électorales. Cette mesure est nécessaire car l'application unilatérale au territoire de la législation de la Puissance administrante entrave l'adoption d'une obligation de résidence plus raisonnable. A cet égard, cela fait déjà plusieurs années que le Gouvernement des îles Vierges américaines demande au Comité spécial un avis consultatif sur la question de l'applicabilité du droit international au processus de décolonisation et des renseignements sur l'obligation de résidence prévue dans d'autres territoires non autonomes aux fins de l'exercice du droit de vote en matière d'autodétermination. Il n'a toujours pas reçu de réponse à ce sujet.

7. Dans un autre paragraphe de ce projet de résolution, on appuie la position du Gouvernement et du peuple du territoire concernant le transfert de Water Island à la juridiction du Gouvernement démocratiquement élu du territoire et le respect de la souveraineté permanente du territoire sur ses ressources naturelles conformément au droit international. Cette question n'est pas neuve. Cela fait plus de 10 ans que les gouvernements successifs du territoire demandent officiellement le transfert de la propriété de Water Island au territoire à l'expiration du bail octroyé à des intérêts économiques étrangers, qui doit intervenir en décembre 1992. Ces appels sont cependant restés sans réponse. La Puissance administrante se prépare à vendre l'île au plus offrant et compte utiliser le produit de cette vente pour acquérir de nouveaux terrains dans le territoire alors que, comme l'a souvent répété le Gouverneur, Water Island fait partie intégrante des îles Vierges et doit leur être restituée.

8. Ce n'est pas la première fois que la question de Water Island est évoquée dans les résolutions de l'ONU. Toutefois, une chose est d'inclure telle ou telle disposition dans une résolution, autre chose de la mettre en oeuvre. En fait, certaines résolutions du Comité spécial ne font que reprendre les dispositions analogues de résolutions des années précédentes. Or, si l'on y réaffirme de nombreux principes fondamentaux, c'est par nécessité : il est rare que les recommandations que contiennent ces résolutions soient appliquées.

9. En conclusion, l'intervenant propose à l'examen de la Commission un plan en 10 points qui reflète l'opinion de son gouvernement sur la façon dont doit être mené à bon terme le processus de décolonisation. Ce plan prévoit la participation de représentants des gouvernements élus des territoires non

/...

(M. Corbin)

autonomes aux séances du Comité spécial et de ses sous-comités en qualité d'observateurs; la création par l'Assemblée générale d'un mécanisme permettant d'appliquer dans les délais voulus les résolutions et décisions adoptées dans le domaine de la décolonisation; l'envoi dans le territoire, dans les meilleurs délais, de missions chargées d'en évaluer la situation réelle, en particulier là où se décident les questions concernant son statut politique; une diffusion plus active de renseignements sur la décolonisation auprès de la population; l'adoption de mesures en faveur d'une participation directe des territoires non autonomes aux travaux des institutions spécialisées et des organismes techniques des Nations Unies; la participation des territoires non autonomes aux organisations régionales et sous-régionales en qualité de membres associés ou d'observateurs, l'octroi aux territoires non autonomes qui en feront la demande à l'Assemblée du statut d'observateur à l'Assemblée générale; la fourniture aux territoires d'une aide de l'ONU visant à mettre en oeuvre un véritable programme d'éducation politique fondé sur les principes du droit international touchant l'autodétermination; l'adoption de mesures visant à transférer le pouvoir aux territoires non autonomes de manière qu'ils puissent exercer leur droit de libre détermination sans ingérence extérieure; enfin, l'étude par les organes habilités du système des Nations Unies de l'interdépendance entre le droit international et le processus de décolonisation et la diffusion des résultats de cette analyse dans les territoires non autonomes afin que la population se fasse une idée exacte des paramètres du processus de la décolonisation.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (Territoires non couverts par d'autres points de l'ordre du jour) (suite) (A/46/23 (Parties V et VI), A/46/201, 336, 344, 359, 409; A/AC.109/1056 à 1059, 1060 à 1063, 1064 et Corr.1, 1056 à 1067, 1068 et Corr.1, 1069 à 1071, 1073, 1074 et Corr.1, 1075, 1077, 1078, 1079 et Corr.1, 1082; A/AC.109/L.1761; E/1991/116; S/21360 et S/22578)

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite) (A/46/23 (Partie IV, chap. VII) et A/46/516)

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/46/23 (Partie IV, chap. VI) et A/46/229)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite) [A/46/3 (chap. I et VII, sect. C)]

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite) (A/46/344 et 517)

Débat général (suite)

/...

10. M. DENEGRI (Pérou) fait observer qu'en dépit de la nouvelle conjoncture internationale, la situation des territoires non autonomes n'a guère changé. Dans les conditions actuelles, il est indispensable de trouver de nouveaux moyens d'apporter aux problèmes de ces territoires des solutions concrètes qui répondent aux intérêts de leurs populations. Il convient de tenir compte à cet égard de l'opinion de la population de ces territoires quant à ce qu'ils considèrent comme nécessaire à leur développement.

11. La délégation péruvienne estime que la Quatrième Commission doit se guider sur les dispositions de la Charte et les résolutions pertinentes de l'ONU en matière de décolonisation. La session précédente a été axée sur une évaluation critique et constructive des travaux tant de la Quatrième Commission que du Comité spécial. Un groupe de travail institué par le Comité spécial a examiné diverses questions ayant trait aux travaux et à l'ordre du jour de la Quatrième Commission. Pour la délégation péruvienne, les activités et les débats de ce groupe de travail ont été fructueux, car ils permettent d'analyser diverses questions ayant trait au fonctionnement de la Quatrième Commission. Il convient par ailleurs d'en continuer l'examen afin de donner toute l'efficacité voulue à la poursuite des travaux de la Quatrième Commission.

12. La délégation péruvienne note avec satisfaction les succès obtenus dans l'exécution du plan des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, qui permettra à la population de ce territoire d'exercer son droit à l'autodétermination. On peut voir un fait positif dans le déploiement des observateurs militaires de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. La délégation péruvienne réaffirme son appui sans réserve aux efforts déployés par le Secrétaire général en relation avec l'organisation et l'observation de ce référendum.

13. La délégation péruvienne juge tout aussi importantes les mesures prises par les autorités françaises en Nouvelle-Calédonie et se déclare de nouveau convaincue que seul un dialogue entre les parties en présence permettra d'aboutir à une solution juste de la question.

14. M. ADHIKARY (Népal) fait observer que malgré les succès remarquables obtenus dans la formulation des principes fondamentaux de la dignité et de l'inviolabilité de la personne humaine et des droits de l'homme, il reste encore à les mettre en oeuvre d'une manière qui réponde aux idéaux et conceptions de la communauté internationale. Cela touche aussi le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des territoires non autonomes. Il est indispensable que toutes les puissances administrantes, les peuples de ces territoires et la communauté internationale s'acquittent de leurs obligations respectives afin de créer les conditions d'une transition rapide et pacifique vers l'indépendance, comme le prévoit la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960.

(M. Adhikary, Népal)

15. La délégation népalaise tient en haute estime les efforts déployés par le Comité spécial, notamment en ce qui concerne la diffusion d'informations sur les pays coloniaux dans le cadre de diverses manifestations au moyen des publications du Département de l'information et à l'occasion de la semaine de solidarité organisée en mai 1991. Elle estime qu'il faut mettre fin le plus vite possible aux activités militaires qui font obstacle à l'application intégrale et effective de la Déclaration de 1960 et d'autres résolutions pertinentes. Elle pense aussi que les activités des intérêts économiques étrangers ne doivent en aucune façon devenir un obstacle sur la voie de l'autodétermination.

16. Si l'on réussissait à tourner la page de la "guerre froide", et ce d'une manière relativement pacifique, il n'y aurait alors aucune raison de ne pas pouvoir éliminer le colonialisme avant l'an 2000, en pratiquant l'assistance mutuelle et la coordination. Il faut engager ce processus dès maintenant en lançant un programme d'activité concret, en définissant les mesures nécessaires et en coordonnant les efforts des institutions des Nations Unies, des puissances administrantes et des populations elles-mêmes.

17. Le colonialisme revêt diverses formes et manifestations. Bien que le régime sud-africain actuel ait pris des mesures positives, il reste encore beaucoup à faire. En ce qui concerne la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, adoptée par consensus en décembre 1989, l'intervenant invite la communauté internationale à ne pas cesser de chercher à appliquer la résolution où elle figure tant que ne se sera pas établie en Afrique du Sud une société libre, non raciale, unifiée et démocratique. Il faut réaliser partout les idéaux et principes de cette déclaration et éviter d'appliquer deux poids, deux mesures, pratique qui pourrait menacer la paix et la sécurité internationales.

18. Grâce à la fin de la guerre froide, l'ONU se voit offrir une chance exceptionnelle de mettre en oeuvre les idéaux et principes énoncés dans la Charte. La réalisation du droit légitime à l'autodétermination de tous les territoires non autonomes reste l'une de ses tâches fondamentales, à l'aune de laquelle sera jugée l'Organisation dans l'avenir.

19. Mme RASOANAIVO (Madagascar) dit que la nécessité de renforcer toute tendance positive découlant de la détente entre deux anciens blocs antagonistes encourage la communauté internationale à poursuivre une action essentielle de l'Organisation, sans établir de priorité entre les principes fondamentaux qui la guident. Madagascar croit fermement que le droit inaliénable des peuples à l'autodétermination n'est pas dépassé. Il restera d'actualité tant que de nombreux peuples n'auront pas accédé à la souveraineté. Les attentes des peuples encore sous domination coloniale se font encore plus pressantes, particulièrement après l'engagement des Nations Unies d'éliminer le colonialisme d'ici la fin du siècle. La délégation malgache est persuadée que cet engagement ne sera pas un vain mot, au moment où l'expérience collective de l'Organisation lui permet de trouver des solutions toujours plus concrètes aux problèmes de décolonisation.

/...

(Mme Rasoanaivo, Madagascar)

20. L'objectif d'un développement politique, économique et social des populations autochtones mérite le soutien de l'Organisation, de ses Etats Membres et notamment des puissances administrantes, auxquelles incombe une responsabilité particulière dans l'accession de ces peuples à l'autonomie. La plupart des territoires non autonomes appartiennent à la catégorie des "petits Etats". Leur situation fragile les expose à tous les aléas qu'une sécurité internationale précaire multiplierait. Il y a lieu de renforcer l'équilibre du système mondial de sécurité en garantissant la stabilité au niveau régional. C'est pourquoi la délégation malgache estime que l'action entreprise par l'ONU en faveur du renforcement de la sécurité des "petits Etats" aura un impact important sur l'avenir des peuples des territoires non autonomes.

21. Le problème de la sécurité doit être examiné du point de vue du développement socio-économique des populations autochtones. Pour la délégation malgache, seules la volonté et une coopération mutuellement responsable entre les puissances administrantes et les populations des territoires non autonomes ainsi que l'intégration de ces derniers dans le cadre des systèmes de coopération régionale et interrégionale permettront d'atteindre les objectifs fixés.

22. La délégation malgache se félicite des pas franchis dans l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Le Conseil de sécurité a approuvé le plan de règlement élaboré et décidé dans sa résolution 690 (1991) d'instituer la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. Cette décision, fait crucial dans la mise en oeuvre du plan, témoigne de la volonté de concrétiser dans un avenir proche le règlement de ce conflit tenace. Se félicitant de l'instauration d'un cessez-le-feu, la délégation malgache convie toutes les parties à en faciliter le respect, car il s'agit d'une condition essentielle à l'organisation et à la tenue du référendum dans une atmosphère sereine.

23. M. DENU (Ghana) dit que le processus de l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires sous domination coloniale et d'élimination de l'apartheid ne sera accéléré que si l'on accorde au cours des délibérations une attention particulière aux attentes des peuples de ces territoires. La position hypocrite qu'adoptent notamment les puissances administrantes et quelques adversaires de la liberté et de la démocratie à l'égard des territoires coloniaux et de l'Afrique du Sud ne reflète en aucune façon une intention sincère d'appliquer la Déclaration de 1960 et d'éliminer l'apartheid.

24. La délégation ghanéenne reconnaît qu'il faut réorganiser les travaux du Comité spécial et de la Quatrième Commission, surtout en ce qui concerne la procédure d'adoption des projets de décision et de résolution et se déclare disposée à rechercher les moyens d'améliorer le processus de prise de décisions. Elle pense par ailleurs que presque toutes les observations critiques formulées à l'égard du libellé et de la teneur des décisions et

/...

(M. Denu, Ghana)

résolutions sont infondées. Certaines délégations ont traité d'anachroniques les décisions et résolutions recommandées par la Quatrième Commission essentiellement parce qu'elles ont trait aux problèmes de l'apartheid et de la coopération de quelques pays avec le régime raciste sud-africain. La délégation ghanéenne ne peut se ranger à cette opinion.

25. La raison de cette attitude à l'égard des décisions et résolutions relatives à la décolonisation tient à une sous-estimation de l'interdépendance qui existe entre l'apartheid et le processus de décolonisation. L'apartheid n'est rien d'autre que la forme institutionnalisée du racisme et de la discrimination raciale et existe tant en théorie qu'en pratique dans tous les territoires coloniaux. Pour assurer une transition sans heurts vers l'indépendance, la Quatrième Commission doit prendre en considération dans ses travaux la théorie comme la pratique.

26. En Afrique du Sud, l'apartheid tient ses origines du colonialisme qui a permis l'instauration de la domination d'une minorité sur la majorité et l'exploitation économique de la population autochtone. Tant que l'apartheid n'est pas éliminé en Afrique du Sud, le problème du colonialisme dans ce pays reste d'actualité. S'il convient d'approuver les changements qui se produisent actuellement en Afrique du Sud, ceux-ci sont insuffisants pour que l'on puisse supprimer la question de l'apartheid de l'ordre du jour de la Quatrième Commission.

27. On a aussi reproché au Comité spécial de ne pas toujours tenir compte de la situation qui règne dans les territoires non autonomes. Les faits démentent pourtant cette allégation. Dans son rapport (A/46/516), le Secrétaire général a clairement montré que les puissances administrantes ont présenté les renseignements requis en temps voulu et que la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont inclus dans leurs rapports des informations sur les questions constitutionnelles. Ces renseignements ont été fournis au Comité spécial qui en a tenu compte dans l'élaboration de ses décisions concernant les territoires intéressés. On pourra éviter de telles allégations si toutes les parties intéressées présentent au Secrétaire général et au Comité spécial des renseignements détaillés sur la situation des territoires non autonomes. C'est pourquoi la délégation ghanéenne prie les puissances administrantes de se conformer rigoureusement à l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte et d'inviter régulièrement dans les territoires dont elles ont la charge des missions de l'ONU.

28. Les événements qui se sont récemment produits au Sahara occidental inquiètent le peuple et le Gouvernement ghanéens. La délégation ghanéenne note par ailleurs avec satisfaction que toutes les parties intéressées acceptent la résolution 690 (1991) du Conseil de sécurité relative à la tenue d'un référendum dans ce territoire sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Le fait que la question du Sahara occidental reçoive enfin une solution durable et mutuellement acceptable porte à l'optimisme.

/...

(M. Denu, Ghana)

29. Les faibles dimensions des territoires non autonomes subsistants ne doivent pas constituer un obstacle sur la voie de leur indépendance. L'exemple des Etats baltes témoigne de façon convaincante de ce que les derniers territoires non autonomes méritent eux aussi de se voir reconnaître le droit à l'indépendance. Il faut leur accorder tout l'appui nécessaire. A cet égard, l'ONU et ses institutions spécialisées se doivent de poursuivre l'aide financière et autre qu'elles accordent aux petits territoires insulaires de la région de l'océan Pacifique exposés aux catastrophes naturelles afin qu'ils puissent élaborer des stratégies à long terme pour en éliminer les conséquences.

30. En conclusion, l'intervenant rend hommage au rôle positif que jouent les institutions spécialisées qui aident au développement des territoires non autonomes et les Etats Membres qui offrent aux habitants de ces territoires des moyens d'étude et de formation.

31. M. SARDENBERG (Brésil) dit que l'ONU a obtenu dans le domaine de la décolonisation des succès remarquables, même s'il lui reste encore à réaliser les objectifs qui lui avaient été assignés en vertu de la Charte et de la Déclaration de 1960. La persistance du colonialisme est devenue un véritable anachronisme, incompatible avec l'évolution actuelle vers l'élimination des obstacles politiques et idéologiques à l'autodétermination.

32. Le Comité spécial doit continuer de perfectionner et de diversifier ses travaux. Bien que les objectifs qu'il poursuit sans faillir restent inchangés, il faut réexaminer en permanence les moyens qui doivent permettre de les atteindre.

33. La délégation brésilienne soutient les consultations menées par le Président de la Quatrième Commission à propos d'un certain nombre de projets de résolution et de décision présentés par le Comité spécial à l'Assemblée générale pour examen. Le Brésil a pris part avec satisfaction aux consultations préliminaires et exprime l'espoir que les projets examinés bénéficieront du plus large appui possible.

34. S'agissant de l'activité économique dans les territoires non autonomes, l'intervenant fait observer qu'une activité économique rationnelle menée dans l'intérêt des peuples de ces territoires peut contribuer à leur développement, qui lui-même peut devenir un facteur important dans l'accession à l'indépendance de ces territoires.

35. De l'avis de la délégation brésilienne, aucun examen de la situation dans les territoires non autonomes ne pourrait être complet si l'on ne prenait en considération la question de la poursuite des activités militaires et du maintien des installations militaires des puissances administrantes dans les territoires qui se trouvent sous leur contrôle. Il convient de rappeler de nouveau à la communauté internationale que les activités militaires peuvent être et sont souvent un obstacle à l'application des principes de la Charte et de la Déclaration.

/...

(M. Sardenberg, Brésil)

36. La délégation brésilienne estime que dans les questions de décolonisation, l'ONU doit adopter la même approche souple et créatrice que celle qui caractérisait ces derniers temps son activité dans d'autres domaines. On pourrait examiner différentes méthodes, notamment le déploiement dans les territoires non autonomes de collaborateurs de l'Organisation qui y apporteraient une aide à l'organisation et à la tenue de référendums. Lorsque cela est possible, la question de la tenue d'un référendum pourrait être réglée d'un commun accord par l'Organisation, la puissance administrante et les représentants du territoire intéressé. Ces référendums doivent être obligatoirement conduits sous l'égide de l'Organisation et l'on pourrait tirer parti de son aide et de son expérience. Il serait très utile au Comité spécial de procéder à un examen approfondi de la question de l'élargissement du rôle de l'Organisation à cet égard.

37. La délégation brésilienne réaffirme son appui à l'action actuellement proposée pour apporter une solution définitive à la question du Sahara occidental. Le Brésil a accueilli favorablement l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 690 (1991) du 29 avril 1991 ainsi que le déploiement ultérieur de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, qui permettra au peuple sahraoui de décider librement de son avenir politique. Le Brésil est convaincu que toutes les parties intéressées apporteront leur pleine et entière collaboration à l'Organisation, tant dans la période qui précédera le référendum qu'au cours du référendum lui-même.

38. Concernant la question du Timor oriental, le Brésil a pris acte avec satisfaction de l'accord conclu entre le Gouvernement portugais et le Gouvernement indonésien à propos du mandat de la délégation parlementaire portugaise qui doit se rendre dans ce territoire. La délégation brésilienne exprime l'espoir que la compréhension mutuelle dont font preuve les deux pays dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général élargira les perspectives d'une solution globale de la question du Timor oriental acceptable par la communauté internationale.

39. Mme GOMEZ (Mexique) dit que les bouleversements précipités qui se sont produits sur la scène internationale et les nouvelles tâches qui en résultent obligent à adopter des méthodes de travail efficaces permettant d'intensifier et de renforcer les travaux de l'Organisation des Nations Unies, notamment dans le domaine de la décolonisation. Il convient à cet égard de reconnaître et d'appuyer les efforts menés ces derniers mois par le Comité spécial dans le but de renforcer l'efficacité de ses travaux. Elle doit cependant constater avec inquiétude que la mise en oeuvre des principes consacrés par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux continue d'être entravée par le refus de certains pays de renoncer à leurs intérêts étriqués. La communauté internationale note avec satisfaction que certains Etats ont accédé à la liberté et à l'indépendance. En revanche, d'autres peuples continuent de se voir refuser la possibilité d'exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. La délégation

/...

(Mme Gomez, Mexique)

mexicaine est convaincue que la primauté du droit international est une condition sine qua non de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale pour l'élimination du colonialisme qui ont été approuvés en juin 1991 à Guadalajara (Mexique).

40. Le Mexique se déclare satisfait des progrès accomplis au cours du dialogue qu'ont eu le Royaume-Uni et l'Argentine à propos des îles Falkland (Malvinas) et espère qu'une compréhension mutuelle entre ces deux Etats leur permettra de reprendre les négociations, qui devraient mener à un règlement juste et définitif du différend concernant la souveraineté de ces îles.

41. Les progrès réalisés ces derniers mois en vue d'un règlement de la question du Sahara occidental portent aussi à l'optimisme. La délégation mexicaine appuie la résolution 690 (1991) du Conseil de sécurité en vertu de laquelle est instituée la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. A cet égard, le Mexique note avec satisfaction l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu entre les parties au conflit conclu sur la proposition du Secrétaire général et convie la communauté internationale à manifester son entier soutien à la réalisation du plan de paix du Secrétaire général afin que le but fixé soit atteint le plus rapidement possible.

42. En ce qui concerne la question de la Nouvelle-Calédonie, la délégation mexicaine souhaite réaffirmer son appui aux résolutions pertinentes adoptées tant par l'Assemblée générale que par le Comité spécial et invite instamment les parties intéressées à poursuivre l'élaboration d'un cadre de développement pacifique de ce territoire, afin qu'il puisse exercer son droit de disposer de lui-même.

43. M. SERME (Burkina Faso) dit que la célébration l'année précédente du trentième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a revêtu une importance particulière tant pour son pays que pour nombre de pays frères et amis d'Afrique, du Moyen-Orient, du Pacifique et d'Amérique latine.

44. Le Burkina Faso saisit cette opportunité pour saluer l'immense tâche accomplie par le Comité spécial. Il rend un hommage mérité à ceux qui ont pris l'initiative de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont contribué à son application.

45. L'intervenant fait observer en outre que le mandat du Comité spécial n'est pas achevé, car demeurent encore des résistances à sa noble mission - tenant à la défense d'intérêts étrangers dans les territoires non autonomes - malgré tout l'enthousiasme qui a présidé à la proclamation de la Décennie de la décolonisation. Il invite les membres de la Quatrième Commission à adopter le projet de résolution présenté sur la question, dont le Burkina Faso est coauteur. Ce document, qui ne s'écarte pas du projet adopté

(M. Serme, Burkina Faso)

par consensus l'année précédente, est un texte équilibré reflétant l'évolution actuelle des relations internationales aussi bien que celle des rapports entre les parties concernées au cours de l'année écoulée.

46. En ce qui concerne la question de la possibilité d'une fusion de la Commission politique spéciale et de la Quatrième Commission, l'intervenant dit que du point de vue de sa délégation, le contenu des travaux de la Quatrième Commission en fait une commission particulière et utile. Sa particularité tient à la mission spécifique qui lui a été assignée et qui concerne au premier chef le destin d'une partie de l'humanité. La délégation du Burkina Faso estime qu'il serait inapproprié de fondre la Commission politique spéciale et la Quatrième Commission.

Droit de réponse

47. M. SRIWIDJAJA (Indonésie), exerçant son droit de réponse, dit que dans la déclaration qu'il a faite le 18 octobre 1991 au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, le Représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies a évoqué la prétendue question du Timor oriental qui ne figure pas à l'ordre du jour de la Quatrième Commission. Cela est contraire au premier rapport du Bureau, publié sous la cote A/46/250, en date du 18 septembre 1991 et adopté par l'Assemblée générale à sa séance plénière du 20 septembre 1991. Conformément à ce document, l'examen du point 105, ou de la prétendue question du Timor oriental, doit être renvoyé à la quarante-septième session de l'Assemblée générale. En conséquence, ladite question ne peut figurer à l'ordre du jour de la Quatrième Commission. Evoquer les aspects politiques de la prétendue question du Timor oriental ne contribue guère à la création d'un climat politique favorable, à l'approche de la visite que doit effectuer dans l'île une délégation de parlementaires portugais. En ce qui concerne la question des droits de l'homme dans cette province, le Gouvernement indonésien a toujours manifesté sa bonne volonté et sa sincérité, comme en témoigne l'accord qu'il vient de donner à la visite au Timor oriental d'un représentant de la Commission des droits de l'homme.

48. Le Président appelle l'attention des membres de la Commission sur le projet de résolution A/C.4/46/L.2 et les informe que le Malawi, la Mauritanie et le Suriname s'en sont portés coauteurs.

La séance est levée à 11 h 50.